

## Education: le responsable des programmes démissionne et charge son ministre

Paris, 26 sept. 2017 (AFP) -

Le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer et le responsable des programmes Michel Lussault se sont livrés mardi à une virulente passe d'armes après la démission - attendue - du second, qui accuse le premier de céder aux "bas instincts d'une clientèle politique".

Michel Lussault, un proche de l'ancienne ministre PS Najat Vallaud-Belkacem nommé en 2014 à la tête du Conseil supérieur des programmes (CSP), accuse son ministre, qui a jugé "vraiment pas grave" son départ, d'accumuler les annonces contradictoires et de vouloir détricoter les réformes précédentes.

"On ne construit pas une grande politique scolaire en étant dans +l'anti+ quelque chose, mais en se posant la question des besoins de nos enfants", a dit M. Lussault, en annonçant sa démission au Monde et sur France Inter. Son départ n'est pas une surprise: depuis sa nomination, M. Blanquer, un haut fonctionnaire classé à droite qui a fait toute sa carrière dans l'Education, multiplie les annonces alimentant les critiques de ceux qui voient en lui un "conservateur".

M. Lussault dit avoir senti les "réserves" du ministre à l'égard du CSP dès leur rencontre en août: "Je lui ai dit que le CSP permettait notamment de sortir des débats partisans. Je n'ai pas réussi à le convaincre. Dans ces conditions, il devenait difficile pour moi d'envisager un maintien".

"Le pragmatisme", dont se réclame le nouveau ministre, "ne peut pas être le cache-sexe de l'empilement de mesures contradictoires", a dit l'universitaire, citant en exemple la décision d'autoriser les communes à revenir à la semaine de quatre jours. Jean-Michel Blanquer "dit qu'il faut plus de temps pour apprendre les fondamentaux. D'accord, mais alors pourquoi supprimer une demi-journée d'apprentissage?", demande-t-il.

A la rentrée 2017, plus de 40% des communes ont opté pour le retour à la semaine des quatre jours, selon l'Association des maires de France.

D'autres annonces du ministre, l'une des figures les plus médiatiques du gouvernement d'Emmanuel Macron, ont ulcéré le responsable des programmes.

Quand Jean-Michel Blanquer annonçait mi-septembre dans L'Express être en faveur de la maîtrise des quatre opérations de calcul dès le CP-CE1 (au lieu d'apprendre la division en CE2), M. Lussault s'en étonnait publiquement, affirmant ne pas avoir été prévenu et doutant de l'efficacité d'une telle réforme.

- 'Termes outranciers' -

Le ministre a vivement répliqué sur RTL, s'étonnant des "termes outranciers" de M. Lussault, qui "le disqualifient pour la fonction qu'il exerçait".

Son départ "ne me gêne pas du tout, ce n'est pas un problème. Je suis dans un travail d'organisation de l'Éducation nationale pour que tous les enfants sachent lire, écrire, compter et respecter autrui à la sortie de l'école primaire. Si ça gêne M. Lussault, c'est vraiment pas grave qu'il s'en aille", a-t-il dit.

La virulence de l'échange entre ces deux personnalités réputées policées illustre le caractère passionnel et idéologique du débat sur l'éducation.

Le CSP, composé d'experts, enseignants et parlementaires de gauche comme de droite, a notamment revu les programmes de maternelle, entrés en vigueur à la rentrée 2015, puis les programmes du CP à la 3ème, appliqués à la rentrée 2016, avec un an de retard.

Pour la première fois, ils sont axés sur "ce que l'élève doit apprendre" et non "ce que l'enseignant doit faire", a dit le responsable du CSP, dont les travaux ont régulièrement suscité la polémique, notamment du côté de la droite.

Prenant la défense de M. Lussault, les députés socialistes ont dénoncé "une posture anti-Najat Vallaud-Belkacem" du ministre de l'Education.

La secrétaire générale du premier syndicat des enseignants en école primaire (le SNUipp-FSU), Francette Popineau, a jugé qu'"avec son départ, on peut craindre une mainmise du ministre sur la politique éducative".

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du SE-Unsa, son départ est "une mauvaise nouvelle pour l'école,



PAYS :France  
SURFACE :100 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 26 septembre 2017 - Edition Fil Gen

puisqu'il incarnait une volonté de s'extraire des polémiques politiciennes".

"Bon débarras", a en revanche réagi le Snalc, syndicat d'enseignants minoritaire, pointant de "gigantesques dysfonctionnements" lors de la fabrication des programmes du primaire et du collège.

fmp/blb/tmo/DS

Afp le 26 sept. 17 à 15 35.